

# Les personnes sans-papier ne peuvent pas battre en retraite !

La nouvelle loi Besson, 5ème réforme du Code de l'Entrée et du Séjour des Étranger-e-s et des demandeur-e-s d'Asile (CESEDA) en 7 ans, est particulièrement inacceptable. Elle donne un **fondement légal à une politique de chasse à l'humain sans papiers** largement pratiquée depuis 2007 au nom de « l'immigration choisie », quelques exemples parmi d'autres : la durée de rétention passe de 32 à 45 jours, la saisine du juge passe de 2 à 5 jours pour faciliter les expulsions, les rescapé-e-s qui échouent sur le territoire français peuvent dorénavant être détenu-e-s en C.R.A. (cf ci-dessous), en plus du concept insultant de « mariage blanc » voilà le « mariage gris » sanctionné de 7 ans de prison et 30.000€ d'amende infantilisant le/la français-e et suspectant tout mariage avec un-e étranger-e, la double peine (prison + expulsion) est étendue à la mendicité dite agressive, création du statut de sous-français-e, ceux/celles qui le sont devenu-e-s depuis 10 ans peuvent perdre la nationalité suite à un délit commis contre « une personne dépositaire de l'autorité publique » à croire qu'il y aurait une certaine « normalité » que les français-e-s plus ancien-ne-s puissent le faire...



A travers la loi Besson, **les étranger-e-s** sont, de nouveau, utilisé-e-s comme des **boucs émissaires** afin de **détourner l'opinion des vrais problèmes** : protection sociale, retraites, précarité, services publics, place des femmes, avenir de la planète, discriminations...

De plus, **pour aligner par le bas les droits sociaux, le pouvoir fait le choix de la division** : il oppose français-e-s et étranger-e-s en agitant le mythe de l'invasion, il oppose les bon-ne-s immigré-e-s intégré-e-s aux mauvais-e-s immigré-e-s, les étranger-e-s en situation régulière aux personnes sans-papiers, comme il oppose les salarié-e-s du privé à ceux et celles du public...

Nous dénonçons la boue nauséabonde d'un pouvoir d'une droite décadente, réduite à singer des aspects du programme du fascisme Lepéniste et qui sert à détourner les travailleuses/eurs de différentes origines, cultures, religions...des attaques contre les acquis sociaux du peuple gagnés de haute lutte par les générations précédentes.

**Nous refusons cette politique ultra libérale de casse du code du travail et salarial**, dont les émigré-e-s sont les premières victimes. Nous refusons cette politique européenne dictée par le patronat européen pour une "immigration choisie", permettant in fine une délocalisation sur place à moindre coût et la mise en concurrence des filières d'immigration de travail.

**Le racisme d'État** c'est le poison pour **nous diviser et nous faire payer la crise du système patronal**, voilà pourquoi en plus du droit de vote de l'immigration comme antidote à la drague sans limite à l'électorat Lepéniste, il faut que nous nous unissions – syndicats, associations et forces républicaines et progressistes pour exiger le respect des revendications suivantes:

- la suppression du ministère de "l'identité nationale",
- une véritable politique d'Asile pour toutes personnes persécutées,
- l'arrêt de la chasse aux personnes sans-papiers et la régularisation de celles-ci,
- l'arrêt des expulsions et la fermeture des Centres de Rétention Administratifs (C.R.A.),
- l'arrêt des poursuites contre les soutiens des sans-papiers,
- l'abrogation de lois stigmatisant les migrants et bafouant leurs droits,
- l'abandon des projets gouvernementaux sur la justice d'exception et les quotas,
- la mise en œuvre d'une autre politique européenne, à l'opposé de l'Europe forteresse,
- le droit au logement, à la santé, à l'éducation et au travail pour toutes et tous,
- des droits pour les femmes migrantes qui favorisent leur autonomie,
- l'abolition de la taxe à l'emploi pour l'embauche de travailleuses/eurs étranger-e-s,
- un politique d'accueil des étranger-e-s leur permettant de vivre dignement en France.